

Le secteur Horeca déplore le fait de ne pas avoir été entendu

Belga le 16/10/2023

Confronté à une réelle "hémorragie" avec la succession des crises sanitaire et économiques, le secteur Horeca regrette que ses propositions n'aient pas été prises en compte lors des discussions sur le budget fédéral. **"Non seulement on n'a rien obtenu, mais tout ce qu'ils ont trouvé à faire c'est nous rajouter des charges", déplore Luc Marchal, président d'Horeca Wallonie.**

Quelques jours avant la finalisation du budget, les fédérations Horeca régionales et Comeos publiaient leurs propositions faites depuis des mois au gouvernement. Elles demandaient notamment un taux réduit de TVA pour les boissons non alcoolisées consommées sur place et surtout une extension des heures supplémentaires brutes-nettes de 360 à 450. Une mesure qui permettrait au secteur d'encourager le personnel qualifié encore actif à prester, alors que la pénurie de main-d'œuvre est criante depuis la crise sanitaire.

"Ces demandes, on ne les a pas sorties de notre chapeau" d'un jour à l'autre, regrette Luc Marchal lundi. "Elles ont été présentées à plusieurs ministres, depuis un an" et n'ont pourtant pas été évoquées lors des discussions budgétaires. Le gouvernement s'est par contre accordé sur une augmentation des cotisations ONSS pour les flexi-jobs, de 25 à 28%. Une décision qui passe très mal, surtout en Flandre où le régime est bien plus utilisé qu'en Wallonie et à Bruxelles.

La situation est plus que préoccupante, alertent les fédérations. Sur les 9 premiers mois de l'année, près de 1.400 faillites ont été déclarées dans le secteur, selon les données de Graydon qui font référence. Et ce nombre sous-estime les fins d'activités puisqu'il n'inclut pas les restaurateurs qui décident par exemple de prendre une retraite anticipée ou de ne pas chercher de repreneur. Les fédérations espèrent toujours être entendues par les ministres compétents afin de donner de l'air au secteur.